

La place de la « diaspora » azerbaïdjanaise dans la politique nationale de l'Azerbaïdjan post-soviétique :

Esquisse d'analyse

Bayram Balci

*Directeur de l'Institut français d'Etudes sur l'Asie centrale,
Tachkent, Ouzbékistan.*

Résumé

Dès son accession à l'indépendance, l'Azerbaïdjan a jeté les bases d'une politique d'Etat en direction de toutes les communautés azérides disséminées à travers le monde afin de les inciter à s'organiser en groupes diasporiques, soumis aux ordres de Bakou et susceptibles de lui servir de relais dans sa politique étrangères future. Le discours – et la politique – envers ces populations varie selon le pays d'installation de chaque groupe. Ainsi, au contraire des Azéris de Géorgie quelque peu oubliés par Bakou, les Azéris installés en Occident intéressent fortement Bakou qui rêve de les transformer en groupe de pression, en lobby, comparable au lobby arménien.

Précipitée et trop calquée sur le modèle de la diaspora arménienne, cette politique diasporique semble mal conçue dans la mesure où elle néglige le facteur temps, et se laisse bercer dans l'illusion qu'un groupe de pression, souvent constitué sur une longue période, peut naître par un simple décret présidentiel.

Abstract

As soon as it became independant, Azerbaijan has initiated a State policy as regards to all azeri communities throughout the world in order to incite them to set up diasporic groups under the power of Baku, intended to be acting as a channel of its future foreign policy. Discourse - and policy- towards these populations vary following the country where each group is settled. Then, contrary to Georgia's Azeris who are somewhat forgotten, those azeri who are settled in the West are subject to much Baku's attention, which dreams to turn them to a pressure group, a lobbying actor similar to the armenian one.

This diasporic policy, hasty and too much copied from the armenian diaspora model, seems badly designed as it is neglecting the time factor. It is falling into the illusion of a pressure group, often generated within a long phase, being able to be created thanks to a single presidential decree.

Introduction

Depuis son accession à l'indépendance, l'Azerbaïdjan s'est engagé dans un processus politique complexe (interne et externe) visant à renforcer le nouvel Etat issu de l'ex-empire soviétique. Dans cette politique, qui s'inscrit dans le débat théorique sur le *state-building*, les communautés azéries ou azerbaïdjanaises de l'extérieur ou coethniques occupent une place primordiale. Appelés successivement « soйдаş » (de même race), « vetendeş » (de même patrie) ou plus couramment « diaspora azerbaïdjanaise », ces coethniques¹ installés en dehors du territoire de l'actuel Azerbaïdjan méritent une attention particulière de la part du chercheur qui veut comprendre ce pays, tout juste remis de ses convulsions post-soviétiques.

Avant de rentrer dans les détails des relations entre l'Etat azerbaïdjanais et les Azéris de l'étranger, il convient de définir le terme de « diaspora » qui est au centre de tous les débats en Azerbaïdjan dès qu'il s'agit de liens avec les « frères » de l'extérieur. Ces définitions – plurielles tant les situations sont différentes, selon que l'on se trouve chez les Azéris de Géorgie, de Russie, d'Iran, d'Europe ou de Turquie – sont d'autant plus importantes qu'elles nous permettront de mieux saisir les objectifs réels de l'Etat dans sa *politique diasporique*.

La diaspora : cadre théorique.

Le dictionnaire commun général rappelle d'abord que le terme désignait à l'origine « une dispersion à travers le monde antique de Juifs exilés de leur pays et par extension, dispersion d'une ethnie ou ensemble des membres dispersés d'une ethnie ». Il s'agit là de l'acception la plus large. Chez Michel Bruneau (Bruneau, 1995), le terme de « diaspora » sert à désigner toutes sortes de phénomènes résultant de migrations de populations dans plusieurs pays, à partir d'un pays ou foyer émetteur.

En science politique, Gabriel Sheffer (Sheffer, 1986) précise que « les diasporas modernes sont des minorités ethniques de migrants dans des pays d'accueil mais conservant des liens affectifs et matériels forts avec leur pays d'origine ». Toute diaspora résulte d'une migration, qu'elle soit volontaire ou non, mais toute minorité ethnique n'appartient pas

¹ Ce terme désigne les communautés azéries de l'extérieur ; les qualificatifs « azerbaïdjanais », « azéris », « compatriotes » peuvent aussi lui être substitués malgré leur caractère approximatif, à condition de faire référence à cette localisation excentrée. Le présent travail est une contribution à cette identification. (NDLR).

nécessairement à une diaspora. Cette définition nous paraît la plus pertinente, car elle insiste sur trois caractéristiques essentielles :

- la conscience et le fait de revendiquer une identité ethnique ou nationale ;
- l'existence de contacts sous diverses formes, réels ou imaginaires, avec le pays d'origine ;
- l'existence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé (richesse de la vie associative).

De ces définitions, il résulte que la diaspora est une construction sociale visant à établir et à maintenir des liens entre des populations migrantes qui se croient issues d'une même origine, réelle ou mythique, présentant de ce fait des caractéristiques propres qui les séparent des sociétés d'accueil. Les notions d'espace et territoire de diaspora doivent être appréhendées d'abord dans les pays d'accueil, où le lien communautaire joue le rôle essentiel ; puis dans le pays d'origine, pôle d'attraction, à travers une mémoire ; enfin à travers un système de relations dans le réseau qui relie ces différents pôles (Bruneau, 1995).

Cette notion étant définie dans ses traits les plus saillants, il convient à présent de constater que la politique de l'Etat pour la « diaspora » azerbaïdjanaise vise en réalité deux catégories distinctes de population : les Azéris et les Azerbaïdjanais qui, sous forme de communautés variées, se retrouvent éparpillés dans plusieurs pays du monde. Certaines de ces populations sont originaires du territoire de l'actuel Azerbaïdjan, d'autres ont une parenté ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais, d'autres encore, à peine conscients de leur proximité ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais d'aujourd'hui, sont perçus comme des coethniques par les autorités azerbaïdjanaises post-soviétiques. Ainsi, la définition retenue par les autorités officielles est-elle pour le moins extensive puisque sont considérés comme faisant partie de la diaspora azerbaïdjanaise les Azéris de l'ex URSS (notamment celle vivant en Russie et en Ukraine), d'Iran, de Turquie, des Etats-Unis et d'Europe. Or toutes ces communautés sont loin d'avoir un rapport identique à l'Etat d'origine, en raison notamment de leurs particularismes sociopolitiques.

Histoire d'une reconnaissance tardive.

En Azerbaïdjan comme partout en Union soviétique, il n'était pas question jusqu'à la perestroïka de manifester un quelconque intérêt, encore moins d'établir le moindre lien, avec les groupes ethniques

« frères » établis à l'étranger. Il en fut ainsi pour les Azéris installés à l'étranger, notamment ceux d'Europe, de Turquie et d'Iran. Les rares contacts attestés entre Azéris soviétiques et Azéris d'Iran résultaient le plus souvent des visées politiques de la part de Moscou manipulant ses Azéris à des fins d'agitation politique chez le voisin iranien (Nisman, 1987 ; Shaffer, 2002). De manière générale, l'image des pays qui abritaient des minorités (ou la grande majorité des Azéris comme en Iran) était plus que déplorable. Par exemple, la Turquie était perçue par le régime de Moscou comme un pays dangereux car susceptible d'être un modèle pour les Azéris ethniquement proches des Turcs anatoliens, et présentée par la propagande officielle comme le lieu de toutes les pertes et de toutes les débauches.

Le tournant de la perestroïka

La perestroïka, avec son vent de réformes, rendit possible le débat sur les compatriotes installés à l'étranger. Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire de l'Union soviétique, la première rupture eut lieu à Moscou avant de provoquer des ondes de choc dans la périphérie. Même s'il est difficile de la dater, la naissance de la fondation *Rodina* à Moscou, active dans la recherche de parents soviétiques (ou plutôt Russes) à l'étranger eut une influence primordiale sur les peuples de la périphérie et leurs relations avec leurs « frères » de l'étranger. Ainsi, pour citer deux exemples que nous connaissons, en Ouzbékistan et au Kazakhstan, un vif intérêt émergea pour les coethniques installés à l'étranger – pas seulement dans les pays voisins ex soviétiques, mais dans des pays plus lointains, comme l'Arabie Saoudite, la Turquie, les membres de l'Union européenne ou les Etats-Unis. En Ouzbékistan, des initiatives tant publiques que privées établirent des liens avec les Ouzbeks immigrés en Arabie Saoudite au lendemain des répressions staliniennes (Balci, 2003). De la même manière, les Ouzbeks installés en Europe ou en Turquie au lendemain de la seconde guerre mondiale suscitèrent rapidement après 1991 l'intérêt des médias et des officiels du pays. Parallèlement, les minorités kazakhes de Turquie, de Mongolie et de Chine exercèrent la même fascination sur la société kazakhe et les nouveaux dirigeants des pays cherchèrent rapidement à les placer au centre d'une politique de construction nationale.

En Azerbaïdjan, dès 1987, on voit émerger ainsi un intérêt pour les Azéris de l'étranger. Il semblerait que l'initiative des recherches sur les compatriotes ait été lancée par le gouvernement de l'époque. Le poète

Elchin, entre autres, fonda très tôt une association visant au rétablissement des liens avec les compatriotes installés à l'étranger. Nommée *Veten* (Patrie), cette association s'est dotée d'un organe de presse très actif qui mobilisa des milliers de personnes. La revue *Odlar Yurdu* (« Terre de Feu », appellation mythique de l'Azerbaïdjan ancien zoroastrien) fut créée en 1988. Mensuelle et en caractères tantôt cyrilliques, tantôt arabes ou latins, la revue s'est bien exportée à l'étranger parmi les communautés azérophones, notamment en Turquie, en Europe, en Iran et dans une moindre mesure aux Etats Unis.

Même si elle a cessé de paraître, la revue *Odlar Yurdu* constitue un précieux outil d'analyse de ce que furent les relations entre l'Azerbaïdjan et les « diasporas » azéries à l'étranger entre la perestroïka et la déclaration d'indépendance. Une lecture de ses colonnes permet de constater que de nombreux articles et dossiers furent consacrés aux communautés azéries vivant à l'étranger, notamment à celles installées dans des pays occidentaux. La très faible minorité azérie installée en France fit régulièrement l'objet de reportages. C'est en France en effet que certains des pères fondateurs de la première république d'Azerbaïdjan avaient décidé de s'exiler en 1920 alors qu'ils y effectuaient une mission diplomatique. De même, de larges études furent consacrées à des sujets mettant en valeur le patrimoine culturel et intellectuel azéri. Des penseurs condamnés par la propagande soviétique furent réhabilités et remis au goût du jour grâce aux journalistes de *Odlar Yurdu*. Chaque numéro était aussi l'occasion de faire paraître de très nombreuses petites annonces envoyées à la rédaction par des Azéris du monde entier désirant retrouver leurs proches.

1991 : reconnaissance officielle

L'indépendance du pays a donné une nouvelle impulsion au développement des liens entre l'Etat et les groupes azerbaïdjanais de l'étranger. La fondation *Veten* poursuivit ses activités jusqu'en 2002, date à laquelle elle cessa d'exister pour laisser place à un organisme doté d'un plus grand budget et de plus de prérogatives, le *Comité d'Etat pour la Coopération avec les Azerbaïdjanais de l'Etranger*. S'apparentant à un véritable ministère, ce comité a été confié à un ancien ambassadeur, connu pour ses œuvres « unificatrices » de la diaspora azerbaïdjanaise en Ukraine, à l'époque où il était en poste dans ce pays. Ce comité se subdivise en plusieurs sections qui correspondent chacune à un pays ou un ensemble

de pays où vivent d'importantes communautés azéries². Lors de nos fréquentes visites, nous avons ainsi eu la possibilité de nous entretenir avec les responsables des sections Géorgie, Russie, Europe occidentale et Etats-Unis. Parallèlement à ce comité, une association en principe privée mais de fait financée par l'Etat, *l'Association pour le Développement des Liens avec la Diaspora azerbaïdjanaise*, a vu le jour juste avant la naissance du comité. De même, pour encourager les recherches sur les Azéris de l'étranger, une chaire (kafedra) a été créée à l'Académie des Sciences, mais il faut préciser que cette dernière est bien peu active, sans doute par manque de moyens. Cela ne signifie nullement que les recherches sur le sujet font défaut ; elles existent mais sont souvent menées par des personnes isolées, sans liens particuliers avec l'Académie des Sciences.

Les diasporas azéris : enjeu de politique extérieure

Le cas des Azéris de Géorgie

Sans être les plus importants dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan, les Azéris de Géorgie présentent un intérêt particulier pour Bakou qui a pris plusieurs mesures pour améliorer leur situation. Depuis le 17^{ème} siècle au moins, quand Shah Abbas permit à des tribus turques du plateau iranien d'immigrer dans le Caucase et de s'installer sur le territoire de l'actuelle Géorgie, une importante communauté turque-azérie vit en Kvemo Kartli, notamment dans les villes et environs de Bolnisi, Marnéuli et Dmanisi. Si pendant la période soviétique cette importante communauté ne rencontrait aucune difficulté majeure d'intégration du fait de ses particularités ethniques et linguistiques, elle connaît depuis l'éclatement de l'URSS nombre de problèmes pour s'adapter aux nouvelles réalités sociopolitiques imposées par Tbilissi. Même si en termes de droits politiques et de citoyenneté, la communauté ne subit pas de réelle discrimination, ses droits de propriété au lendemain des privatisations qui ont suivi l'effondrement soviétique ont été quelque peu bafoués. Craignant que les privatisations dans les zones frontalières (où se trouvent les villes et villages azéris) ne soient le prélude à une revendication sécessionniste de la part des minorités ethniques, Tbilissi avait restreint la privatisation des terres de façon discriminatoire pour les Azéris (Serrano, 1999). De même, du fait de leur très faible connaissance du géorgien, seule langue officielle depuis l'indépendance, les Azéris se

² Voir le site de ce comité d'Etat : www.diaspora.az

trouvent marginalisés, notamment dans l'accès aux emplois administratifs où la connaissance du géorgien est désormais indispensable³.

Pour améliorer le sort de cette communauté, l'Etat azerbaïdjanais déploie différents moyens souvent coordonnés par le Comité d'Etat pour les relations avec les Azéris de l'étranger. Ainsi, régulièrement, des demandes sont formulées auprès des autorités géorgiennes pour qu'elles s'efforcent de résoudre les problèmes que rencontrent les Azéris. A chaque visite officielle, la situation des Azéris de Géorgie fait partie des principaux dossiers de discussion entre Tbilissi et Bakou. On constate d'autre part que l'Etat utilise également une structure religieuse, la Direction des Affaires spirituelles de Bakou, pour aider (et surveiller) leurs frères de Géorgie. Ainsi, comme il est officiellement prévu par les législations azérie et géorgienne, le *cheikh-ul-Islam* Allah Shukur Pachazadeh, principale autorité religieuse officielle en Azerbaïdjan, est également l'autorité islamique suprême en Géorgie. De ce fait, il est responsable de la nomination des *mollahs* et des *akhund* (l'équivalent de l'imam chez les chiïtes). Mais en réalité, ce contrôle de Bakou ne s'effectue pas toujours avec l'efficacité escomptée. Ainsi, l'islam des Azéris de Géorgie, dans les villes de Marnéuli surtout, subit une forte influence iranienne. Des émissaires religieux venus d'Iran ont inauguré deux madrasas et une fondation qui, indépendamment des desiderata de Bakou et de son *Cheikh-ul-Islam*, propagent le message de leurs maîtres installés à Qom ou à Machad. Depuis l'Iran, le guide de la révolution islamique et *mujtahid* Khamenei (guide religieux influent parmi les chiïtes et modèle spirituel pour les simples fidèles) et deux autres *mujtahid*, Fazil Lenkerani et Sistani, bénéficient chacun de représentants au sein de cette communauté azérie de Géorgie.

Dans tous les cas, même si les problèmes de cette communauté sont loin d'être résolus, on constate chez les autorités azerbaïdjanaises une certaine compréhension vis-à-vis de la politique de Tbilissi. Partenaire économique privilégié dans la région et seul voisin à ne pas avoir de tensions avec Bakou, la Géorgie bénéficie de l'aide de l'Etat azerbaïdjanais pour, si le besoin s'en faisait sentir, contrôler la communauté azérie du Kvemo Kartli. Ainsi, dès les débuts de l'indépendance, quelques associations aux relents sécessionnistes ont vu le jour au sein de la communauté azérie, mais leur ardeur nationaliste fut

³ Entretien avec Suleyman Suleymanov, responsable de l'association *Azerbaijan*, Tbilissi, juin 2005.

très rapidement calmée par les autorités azerbaïdjanaises qui ne voulaient pas être en conflit avec le voisin géorgien. (Serrano, op.cit)

Les difficultés azéries en Russie

La communauté azérie de Russie occupe une place primordiale dans la politique azerbaïdjanaise de défense de ses minorités à l'étranger. Du temps de l'Union soviétique, il existait déjà une importante communauté azérie installée dans la capitale russe et dans quelques grandes villes industrielles du pays. Au lendemain de l'indépendance, en raison des difficultés économiques, beaucoup d'Azéris se sont expatriés en Russie pour y trouver du travail et nourrir leurs familles restées au pays. On estime qu'à l'heure actuelle plus de deux millions d'Azéris y vivent toujours. Très segmentée et divisée, (progouvernementaux contre fidèles de l'opposition), cette communauté reflète des profils sociologiques divers allant d'intellectuels restés sur place au moment de la dislocation de l'Union, aux vendeurs de fleurs et de fruits et légumes expatriés à cause de la récession économique.

Bien perçue pendant la période soviétique, la communauté azérie de Russie souffre depuis le début des années 1990 d'un déficit de sympathie auprès de la société russe. Des Azéris sont régulièrement agressés voire assassinés dans les grandes villes de la Fédération par des groupes criminels organisés. Par le biais de son comité d'Etat et de son ambassade, l'Azerbaïdjan tente d'aider cette communauté en l'encourageant à s'organiser, à créer des associations (qui font l'objet de contrôle de la part des autorités tant azerbaïdjanaises que russes).

Il faut constater globalement que l'Etat azerbaïdjanais accorde une importance cruciale à la bonne adaptation de sa diaspora en Russie. Une détérioration de sa situation obligerait cette dernière à rentrer au pays et mettrait fin aux perfusions financières privées qui font artificiellement survivre une économie azerbaïdjanaise très fragile. C'est sans doute aussi pour cette raison que l'Azerbaïdjan est parfois obligé de céder à certaines exigences de la diplomatie russe dans sa politique étrangère régionale.

Les ambiguïtés azéries en Iran

Pour ce qui est des Azéris d'Iran, la question est autrement plus complexe et délicate. L'Etat et les organisations azerbaïdjanaises de coopération avec la diaspora ne peuvent pas avoir la même attitude

d'aide envers les coethniques d'Iran tant les situations sont incomparables. Dans le cas de l'Iran, les Azéris vivent chez eux, il ne s'agit pas d'une communauté expatriée, loin de son pays d'origine, comme c'est le cas pour les Azéris de Russie et d'Europe. Plus de 20 millions d'Azéris se trouvent en Iran, notamment dans les régions du Nord, à Tabriz, Erdebil, Ourmiyeh et Téhéran qui est sans doute la plus grande ville azérie du monde. Sans faire l'historique des relations entre les deux Azerbaïdjan, du Nord et du Sud, qui autrefois faisaient partie du même Empire séfévide, rappelons que depuis la fin de l'Union soviétique, des franges de la droite turquiste, dont le représentant le plus illustre fut l'ancien président Ebulfeyz Elçibey, ont cherché à alimenter le débat et la politique de rapprochement avec les Azéris du Sud (Adigüzel, 2000). Un des objectifs du Front Populaire était alors de réunifier les deux Azerbaïdjan pour ne former qu'une seule entité politique ethnique, linguistique et culturelle, régie par les principes de la solidarité panturquiste.

Depuis 1993, lorsque Heïdar Aliev arrive au pouvoir et met son pays sur les rails d'un certain réalisme politique, ce discours irrédentiste a totalement disparu des cercles officiels de l'Etat, même si des individus çà et là rêvent encore d'un Grand Azerbaïdjan qui ne serait plus divisé par l'Araxe. Pourtant, certains milieux proches du pouvoir ont parfois des attitudes et des propos qui montrent leur grande sensibilité par rapport aux frères du Sud. Des partis politiques, des fondations privées et des cercles intellectuels, sont à l'écoute de ces discours de solidarité pan-azérie. Par exemple, les partis *Musavat* (Egalité) *Milli Dirjelish* (Renaissance nationale), entre autres, sont sensibles à cette question. Leur aide consiste à soutenir, moralement ou matériellement, les représentants des Azéris du Sud réfugiés en Azerbaïdjan. Sans être très nombreux, ceux-là existent. Par exemple, la GAMOH, *Güney Azərbaycan Milli Oyanış Hareketi* (Mouvement de Renaissance Nationale de l'Azerbaïdjan du Sud) possède à Bakou une représentation semi-officielle⁴. Malgré les protestations de Téhéran, cette représentation est toujours active en Azerbaïdjan et ses représentants bénéficient d'un titre de séjour tout-à-fait légal accordé par le gouvernement azerbaïdjanais. Une autre organisation azérie, créée par des Azéris d'Iran, la DAK, *Dünya Azərbaycanlıları Kongresi*, Congrès international des Azerbaïdjanais,

⁴ Le siège de cette représentation a subi un incendie ravageur en mai 2003, mais il existe toujours Voir le site du GAMOH, www.gamoh.org

connue pour ses activités de « panazerbaïjanisme » dans le monde et très mal perçue par le régime iranien, poursuit ses activités à Bakou. Son représentant local, Ferej Quliev coordonne les activités de l'organisation en Azerbaïdjan tout en dirigeant le *Milli Dirjelish Partiyasi* (Parti du Renouveau National), en fait un groupuscule aux idées très panturquistes.

L'attitude officielle de l'Etat azerbaïdjanais par rapport aux Azéris du Sud et aux organisations qui les soutiennent est plus qu'ambivalente. Officiellement et pour ne pas compliquer davantage les relations avec le voisin du Sud, qui sont déjà assez difficiles, Bakou se refuse à toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran et exprime constamment son attachement au respect de l'intégrité territoriale de son voisin. Néanmoins, par le biais des organisations non gouvernementales qu'il contrôle ou influence plus ou moins, le gouvernement azerbaïdjanais œuvre pour les Azéris du Sud. L'Etat multiplie les contacts pour que les organisations de la diaspora travaillent activement ensemble au rapprochement des Azéris. Le Comité d'Etat, tout en respectant les consignes du pouvoir, qui impose une stricte courtoisie vis-à-vis de l'Iran, met tout en œuvre pour que les relations culturelles entre les Azéris du Sud et ceux du Nord expatriés en Occident soient plus intenses.

Les Azéris en Occident : vecteurs de communication étatique

Les Azéris vivant en Occident, même s'ils demeurent minoritaires et parfois peu conscients de leur identité azérie, attirent un vif intérêt au sein de l'Etat azerbaïdjanais qui déploie beaucoup d'énergie depuis une quinzaine d'années pour les mettre au service de la promotion de l'Azerbaïdjan. Pendant la période soviétique, l'émigration vers l'Europe fut minime. Entre 1915 et 1920, quelques étudiants poursuivirent des études en Europe (Abutalibov, 2004). La plupart furent envoyés par l'éphémère République démocratique dont une partie du corps diplomatique resta d'ailleurs en Europe. Ceux-là ont œuvré pour la promotion de la culture azérie en Europe et parfois pour la chute de l'Union soviétique. Entre la Turquie et les capitales européennes, ces intellectuels, à l'instar de Resulzade, de Jeyhun Hacibeyli ou de Topçubashi, ont diffusé la culture azérie dans leur pays d'exil. Ces immigrés ont été rejoints par les conscrits azéris de l'Armée soviétique, faits prisonniers pendant la grande guerre patriotique (Abutalibov, 2004).

Au lendemain de l'implosion de l'Union soviétique, de nombreuses recherches ont été effectuées en Azerbaïdjan pour retrouver

ces intellectuels et analyser leur production culturelle, artistique et scientifique, afin de montrer au peuple d'Azerbaïdjan et au monde entier que le pays avait produit de grands intellectuels et contribué grandement à la civilisation mondiale. Ces recherches se poursuivent et elles sont souvent très activement soutenues par les autorités officielles, notamment par le Comité d'Etat des Azerbaïdjanais de l'étranger⁵. Plus récemment, des centaines de jeunes Azéris se sont rendus en Europe pour y poursuivre des études. L'Etat a cherché à les encadrer, à les organiser et les mettre au service d'une politique de promotion de l'Azerbaïdjan à l'étranger. Primordiales pour l'avenir des relations entre l'Etat et les Azéris de l'étranger, les initiatives gouvernementales méritent une attention particulière.

Il est important de noter qu'en dépit des estimations officielles faites par le Comité pour la diaspora, les Azéris vivant dans les pays occidentaux sont très peu nombreux. Ainsi, pour la France, l'Etat fournit le chiffre de 70 000 individus, chiffre qui englobe probablement les Azéris originaires d'Iran installés en France au lendemain de la révolution islamique, mais aussi les Turcs originaires des régions orientales (Kars, Ardahan et Iğdir) qui sont linguistiquement très proches des Azéris. De même, pour les Etats-Unis, le chiffre de 1 million d'Azéris est avancé mais il est probablement surestimé et correspond surtout, en grande partie, aux Azéris d'Iran ayant fui la révolution islamique. Les exagérations sont tout aussi spectaculaires quant au nombre d'Azéris vivant dans les autres pays européens (Allemagne : 300 000, Grande Bretagne : 170 000)⁶. Au delà de ces chiffres peu sérieux, il est permis de douter du sentiment de conscience et de solidarité que ressentent ces Azéris envers la République d'Azerbaïdjan.

Les multiples identités des Azéris ou Azerbaïdjanais de Turquie

D'après les données officielles de Bakou, il y aurait plus de trois millions d'Azerbaïdjanais en Turquie. En langue azérie, le terme utilisé est « Azerbaycanlilar » (Azerbaïdjanais et non Azéri) autrement dit des gens qui ont un rapport avec le territoire historique de l'Azerbaïdjan comprenant l'Azerbaïdjan iranien. Or, des enquêtes menées dans les

⁵ Vagif Arzumani et Abid Tahirli sont les principaux académiciens qui ont durant ces dernières années le plus travaillé sur des questions liées à l'immigration azerbaïdjanaise.

⁶ Ces chiffres officiels relatifs au nombre d'Azerbaïdjanais vivant à l'étranger sont fournis par la revue *Diaspora* (n° 4, 2004) éditée par le Comité d'Etat des Azerbaïdjanais de l'étranger.

provinces de Turquie considérées comme azerbaïdjanaises mettent en valeur la présence d’Azéris et non pas tant d’Azerbaïdjanais. En effet, ces populations sont ethniquement et linguistiquement proches des Azéris d’Azerbaïdjan mais aussi d’Iran. Ils n’ont jamais habité le territoire de l’actuel Azerbaïdjan et pour eux la notion d’Azerbaïdjan en tant que Etat et nation est somme toute récente et reste intimement liée à la politique soviétique des nationalités (Swietochowski, 1985). Il serait plus exact de considérer ces « Azerbaïdjanais » de Turquie comme des Turcs-Azéris chiïtes, dont l’implantation dans les provinces de Kars, Igdir, Ardahan et Tuzluca est héritée de la longue rivalité politique et religieuse entre l’Empire ottoman sunnite et l’Empire séfévide chiïte. Des entretiens effectués avec des Azéris de ces provinces orientales de la Turquie montrent d’ailleurs que les gens se considèrent tout d’abord comme Turcs mais s’empressent de rajouter que religieusement parlant ils sont chiïtes, comme les Azéris d’Iran. Autrement dit, le sentiment religieux joue davantage un rôle fédérateur entre les Azéris de Turquie et ceux d’Azerbaïdjan, encore que dans leur quête de savoir et d’enseignement religieux, les chiïtes azéris de Turquie se tournent davantage vers l’Iran que vers l’Azerbaïdjan qui ne peut et ne veut pas être un centre religieux chiïte. Ainsi, les Azéris de Turquie, s’identifient-ils d’abord à la Turquie, ensuite à l’Iran et accessoirement à l’Azerbaïdjan post-soviétique, en ce qui concerne quelques commerçants frontaliers entre la Turquie et le Nakhitchevan. Mais ce qui importe ici n’est pas tant la manière dont les Azéris de Turquie se définissent mais comment l’Etat azerbaïdjanais les perçoit et comment il cherche à les intégrer dans un discours et une politique publique dont l’objectif est de renforcer tant à l’intérieur qu’à l’extérieur le sentiment national azerbaïdjanais.

Les diasporas : enjeu de politique intérieure

Le seul abus du terme de diaspora montre la manipulation des communautés azéries de l’étranger par les autorités azerbaïdjanaises. Redéfinie brièvement au début de la présente étude, la « diaspora » au sens moderne doit être comprise comme une minorité ethnique de migrants dans des pays d’accueil mais conservant des liens affectifs et matériels forts avec leur pays d’origine. Toute diaspora résulte d’une migration, qu’elle soit volontaire ou non, mais toute minorité ethnique n’appartient pas nécessairement à une diaspora (Bruneau, op.cit). Dans le cas des Azéris vivant en dehors de l’Azerbaïdjan, le terme dans son acception stricte ne convient que très relativement. En fait, tout dépend

de quel groupe azéri il est question. Les Azéris de Géorgie n'ont pas eu le même parcours migratoire que les Azéris vivant en Europe. De même, les Azéris d'Iran ne sont pas une diaspora puisqu'ils demeurent sur le territoire de leurs ancêtres et n'ont jamais été déportés ou chassés.

Pour ce qui est des Azéris de Russie, d'Ukraine et d'Asie centrale, la même remarque prévaut : leur installation dans ces pays n'est pas le résultat d'un cataclysme, d'une contrainte qui les a éloignés du pays natal. Il s'agit d'une pure émigration économique.

En réalité, il conviendrait davantage de parler de communautés expatriées ou immigrées plutôt que de diaspora azerbaïdjanaise vivant à l'étranger. Les seuls groupes azéris qui ont dû quitter leur terre natale sont ceux d'Arménie et du Karabakh mais leur pays de refuge étant l'Azerbaïdjan, on peut difficilement là encore parler de diaspora. L'abus du terme relève donc davantage d'une instrumentalisation des Azéris de l'étranger par un jeune Etat soucieux de se renforcer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales.

Dans tous les cas, l'Etat azerbaïdjanais accorde une grande importance à la coopération avec ces communautés azéries expatriées.

La diaspora, au service de la grandeur nationale

197

Les raisons de cet intérêt pour les Azéris ou Azerbaïdjanais à l'étranger sont en fait multiples mais elles visent toutes à renforcer le jeune Etat azerbaïdjanais issu de l'ex-URSS. Il s'agit avant tout, à l'intérieur des frontières territoriales, de montrer et de rappeler aux habitants que les Azerbaïdjanais constituent un grand peuple, disséminé sur les cinq continents et que de ce fait il est permis d'être fier de son identité azerbaïdjanaise. Le même phénomène a été observé chez les autres peuples turcophones, en Asie centrale, où le processus de construction nationale consiste avant tout à convaincre le peuple lui-même qu'il forme une grande nation. Les théoriciens du nouvel Etat cherchent ainsi, en insistant sur les qualités intellectuelles des migrations azéries, en rappelant que tel ou tel grand penseur, poète ou écrivain installé à l'étranger est Azéri, à montrer que le peuple azéri est lui aussi un des acteurs et un des architectes de la civilisation mondiale. On retrouve cette rhétorique du « nous avons participé à civiliser notre monde » notamment en Turquie où la République kémaliste avait pour habitude d'insister sur la grandeur des Turcs et leur participation à la civilisation mondiale (Copeaux, 1997).

De même, le vif intérêt porté aux coethniques permet à un jeune Etat comme l'Azerbaïdjan de symboliser une sorte d'extension territoriale, et de rêver à une certaine idée de grandeur en le dotant de nouvelles ressources et de nouvelles capacités sur la scène internationale. Ce phénomène n'est pas propre à l'Azerbaïdjan. Ainsi, des Etats comme la Turquie, le Maroc, l'Algérie et bien d'autres encore, ont souvent cherché à utiliser leur communauté expatriée à des fins nationales. Ainsi, des avantages économiques (rapatriement des revenus privés, investissements dans le pays d'origine), politiques (appuis à la politique étrangère du pays d'origine) peuvent motiver un Etat à tisser des liens forts avec ses ressortissants installés à l'étranger. En cela, l'Azerbaïdjan ne fait que prendre exemple sur d'autres Etats qui ont dû à un certain moment utiliser leurs compatriotes de l'extérieur comme une ressource politique.

La diaspora, extension de l'Etat azerbaïdjanais

Une autre motivation, sans doute la plus importante, est de transformer les communautés azéries installées à l'étranger en groupes de pression, ou lobby, afin de servir le pays dans sa lutte politique contre le grand rival arménien. Cela n'est pas dit de façon explicite, quoique parfois les références soient évidentes. L'Arménie sur la scène internationale est forte du grand pouvoir de lobby qu'exerce la diaspora en soutien à l'Etat. En tissant des liens étroits avec les groupes expatriés, à son tour l'Etat azerbaïdjanais espère les organiser en lobby, sur le modèle arménien pour mieux faire face à l'Arménie, notamment pour la faire plier sur la question du Karabakh et des territoires occupés.

Après avoir fixé les objectifs de ces relations entre Etat et communautés azéries expatriées, les autorités ont cherché à mettre en place un mode d'articulation de ces liens, susceptible à moyen terme de permettre la création d'un lobby pour défendre les intérêts de l'Azerbaïdjan. Deux remarques méritent d'être faites à ce propos. D'abord, des partenariats ont été développés par les autorités azerbaïdjanaises (et les organismes privés) avec des alliés à l'étranger, notamment avec des organismes turcs. En Europe et aux Etats-Unis en particulier, on constate une bonne symbiose entre les mouvements associatifs turcs et les petites associations créées par des étudiants azerbaïdjanais. Il s'agit là d'un phénomène récurrent. Des groupes associatifs ou des partis politiques turcs se sont toujours portés volontaires pour assister leurs « frères du monde turc » pour la défense

de leurs intérêts. Par exemple, les organisations nationalistes ouïgoures qui luttent contre le régime de Pékin pour la libération du Turkestan Oriental ont souvent bénéficié des aides théoriques et logistiques de certains mouvements panturquistes turcs.

La diaspora contre l'opposition

Enfin, il convient de souligner que le travail de mise en réseau des organisations azerbaïdjanaises à l'étranger entre elles et avec l'Etat est souvent l'œuvre des ambassades azerbaïdjanaises où officie toujours un représentant du Comité d'Etat pour les Azerbaïdjanais de l'étranger. Ce représentant pousse les étudiants à créer des associations et à s'intégrer dans l'univers associatif du pays de résidence. L'objectif est aussi de faire en sorte que la communauté azerbaïdjanaise ne soit pas utilisée par les partis politiques de l'opposition qui trouvent souvent un plus grand espace de liberté à l'étranger qu'à l'intérieur des frontières du pays.

Conclusion

Il existe un lien fort entre la volonté de Bakou de mettre en place une politique diasporique et la situation de *sortie d'empire* dans laquelle se trouve le pays depuis son accession à l'indépendance. En fait, sans que cela soit perçu comme un raisonnement a posteriori, on peut dire qu'il y a convergence entre le sentiment de fin d'empire et la prise de conscience de la nécessité d'un regard neuf vers les coethniques expatriés qu'il faut mobiliser en groupe de pression, pour que le nouvel Etat, issu d'un Empire qui n'est plus, soit réellement viable. Dans toutes les républiques de l'ex-URSS, c'est la dislocation de cet Empire qui provoque, incite ou du moins permet un regard vers ses « frères » de l'extérieur. Cependant, ce regard vers ces derniers ne se consolide et se construit en politique publique que très tardivement. En effet, pendant les dix premières années de l'indépendance, les discours abondent en matière de solidarité avec ces compatriotes hors frontières, mais peu d'actions concrètes aboutissent pour que se développent les liens entre l'Etat et les Azerbaïdjanais de l'extérieur. La création du Comité, principal jalon d'une prise en charge politique de la diaspora n'intervient qu'en 2002. Elle est de surcroît à l'initiative du président le moins panturquiste de tous ceux qu'a connus l'Azerbaïdjan post-soviétique, à savoir Heïdar Aliev.

On peut d'autre part conclure que ce sont les impératifs de la construction nationale, rendus urgente par la fin de l'Empire qui poussent les autorités publiques à s'intéresser davantage à ses communautés. Ainsi, l'intérêt pour les Azerbaïdjanais fait partie du processus de construction nationale au même titre que la réécriture de l'histoire, la conception de nouveaux manuels scolaires fidèles à la nouvelle idéologie nationale, etc. Cet intérêt trouve des motivations intérieures d'abord, car il importe de redonner un sentiment de fierté au peuple en lui démontrant qu'il est grand, que ses représentants sont partout à l'étranger et que certains de ses coethniques ont réussi. Extérieur dans la mesure où il convient de mettre à profit l'expérience des azéris à l'étranger pour trouver des alliés et des appuis au jeune Etat à peine sorti du joug soviétique.

Des résultats mitigés

Les résultats de cette politique sont mitigés même si un bilan est difficile à établir compte tenu du laps de temps qui s'est écoulé jusqu'à aujourd'hui depuis le début de la politique de lobby azerbaïdjanais. Néanmoins, on peut faire quelques remarques à ce propos, davantage pour souligner les incohérences de cette politique que pour en souligner ses fruits. Une diaspora azérie et un lobby pro-azéri bien organisés à l'étranger relèvent encore plus du rêve et des ambitions que de la réalité. En fait, le principal obstacle à la construction d'un lobby vient du fait que l'idée est mal conçue dès le départ. L'Etat azerbaïdjanais adopte une même démarche et une même politique alors qu'il n'y a pas une mais des communautés azerbaïdjanaises à l'étranger. Celles-ci n'ont pas la même façon de définir leur « azerbaïdjanité » et ne sont pas forcément confrontés aux mêmes problèmes dans leur pays de résidence. De ce fait, ils ne peuvent pas avoir les mêmes attentes de l'Etat azerbaïdjanais. Il est donc erroné de croire qu'une réponse globale peut les satisfaire et les mobiliser comme alliés. Les exemples des soutiens aux Azéris de Turquie et d'Iran, pourtant indispensables à l'édification du lobby pro-azéri, s'avèrent particulièrement évocateurs, quant aux divergences d'intérêts, qui ne sont pas si rares.

Dans le cas des Turcs, il s'agit d'Azéris qui ont été turquifiés, voire anatolisés, et qui ont adopté une attitude pro-turque qui ne s'inscrit pas toujours dans le sens des intérêts de l'Azerbaïdjan. Il est bien évident que les intérêts de la Turquie et de l'Azerbaïdjan ne sont pas toujours convergents. De même, le discours panturquiste des organisations turco-

azéries à l'étranger n'est pas toujours bénéfique pour l'Azerbaïdjan sur la scène internationale.

Dans les cas des Azéris d'Iran, on constate le même écart. Souvent partis d'Iran au lendemain de la révolution islamique, les Azéris d'Iran ne sont pas toujours sensibles aux préoccupations de l'Azerbaïdjan post-soviétique. Ainsi, bien souvent leur militantisme s'affirme dans le cadre de l'immigration iranienne et s'inscrit dans la lutte contre le régime des ayatollahs. Même si une langue commune les rapproche dans leur pays d'expatriation, les Azéris du Nord et ceux du Sud ne militent pas systématiquement pour la défense des mêmes causes et la poursuite des mêmes objectifs. Par exemple, s'agissant du conflit avec les Arméniens, les Azéris du Nord ne trouvent pas toujours l'appui souhaité chez leurs frères du Sud, qui, eux, n'ont pas de problèmes particuliers avec leur voisin et encore moins avec la vaste communauté arménienne d'Iran.

Une dernière remarque mérite d'être faite, qui nous permettra de comprendre le chemin qui reste à parcourir pour l'apparition d'une véritable diaspora et d'un lobby azerbaïdjanais à l'étranger. Il s'agit de la dimension temporelle qui est souvent faiblement prise en compte par les acteurs et les analystes de la notion de diaspora. Les Azerbaïdjanais, outre leur faiblesse numérique, existent en communautés expatriées depuis peu de temps. Les plus sensibles aux préoccupations de l'Etat azerbaïdjanais se trouvent en Europe mais depuis une dizaine d'années à peine. Les Azéris de Turquie et d'Iran, expatriés depuis les années 1970 et 1980 sont à peine conscients de leur identité azérie. Les seuls individus réellement conscients de leur azérité et engagés dans un militantisme pro-azerbaïdjanais, à savoir les étudiants envoyés récemment par l'Etat post-soviétique, se comptent par dizaines seulement et leurs discours et leur engagement n'a, à l'heure actuelle, que très peu d'impact sur leur société d'accueil. Une diaspora et un groupe de pression ne se construisent pas sur le court terme. Il s'agit d'un processus de longue haleine qui nécessite une parfaite intégration des groupes diasporiques dans les sociétés d'accueil, ce qui est peu le cas des communautés expatriées azerbaïdjanaises.

De plus, pour qu'un groupe de pression soit efficace, encore faut-il qu'il soit basé dans un pays « intéressant », c'est-à-dire un Etat d'accueil dont les responsables sont susceptibles de prendre des mesures qui favorisent le pays d'accueil. Dans le cas des Azerbaïdjanais, les communautés expatriées en Europe et aux Etats-Unis, où se prennent

des décisions qui peuvent intéresser au premier chef l'avenir de l'Azerbaïdjan, sont bien trop faibles numériquement.

D'autre part, ce qui fait défaut à la « diaspora » azerbaïdjanaise, c'est qu'elle ne possède pas d'« Eglise », de structure religieuse expatriée qui donne corps et âme à la communauté en l'aidant à se structurer et à se mobiliser pour le pays. En effet, alors que souvent la religion joue un rôle crucial dans l'organisation des liens entre la « diaspora » et l'Etat d'origine, dans le cas azerbaïdjanais la solidarité musulmane fait défaut. D'abord parce que l'Etat comme les groupes diasporique sont très séculiers. Ensuite parce que religieusement, il n'existe pas d'unité entre les Azéris puisque le clivage chiïte/sunnite empêche toute union et toute solidarité fondée sur le sentiment religieux.

Comme on l'a vu précédemment, si Bakou cherche à organiser sa diaspora en un groupe de pression à l'étranger, c'est entre autres raisons pour sensibiliser la communauté internationale sur la question du Karabakh afin de contraindre Erevan à négocier et trouver une solution à ce conflit larvé. Cet objectif résulte en somme d'une frustration, d'un sentiment d'injustice dans le conflit contre l'Arménie. Il résulte également d'une illusion, selon laquelle en bâtissant un lobby azéri sur le modèle du lobby arménien, l'Azerbaïdjan finira par récupérer le Karabakh et les territoires alentours occupés par les Arméniens. On constate dans cette politique d'abord une surestimation du pouvoir du lobby arménien, mais surtout la naïveté qui est de croire qu'un lobby se construit rapidement, par décret ou par simple volonté politique.

Sources

- Bayram BALCI, « Les Ouzbeks d'Arabie Saoudite entre intégration et renouveau identitaire via le pèlerinage », *Central Asian Survey*, London, March 2003, Vol. 22, N° 1, pp.23-44.
- Michel BRUNEAU (Dir.), *Diasporas*, Montpellier, Gireclus, 1995, 192 p
- Gabriel SHEFFER (Ed.), *Modern Diasporas in International Politics*, London, Sydney, Croom Helm, 1986.
- Vagif ARZUMANLI, *Azərbaycan Diasporu* (Diaspora azerbaïdjanaise), Bakou, Qartal, 2001, 800 p.
- E'tibar KERIMLI, *Moskvada Azərbaycan Diasporu, Nezeriyye ve Praktika* (La diaspora azerbaïdjanaise à Moscou, aspect théorique et pratique), Bakou, édition Shusha, 2001, 239 p.
- David B. NISMAN, *The Soviet Union and Iranian Azerbaijan: The use of Nationalism for Political Penetration*, Boulder, Westview Press, 1987.
- Silvia SERRANO, « Les Azéris de Géorgie. Quelles perspectives d'intégration ? », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien*, n° 28, juin - décembre 1999, pp. 231-251.
- Hüseyin ADIGUZEL, *Özbekistan Birlik Halk Hareketi ve Azərbaycan Halk Cephesi* (Union, Mouvement Populaire d'Ouzbékistan et Front Populaire d'Azerbaïdjan) Istanbul, İnsan ve Demokrasi Vakfı, 2000, 272 p.
- Étienne COPEAUX, *Espace et temps de la nation turque, analyse d'une historiographie nationaliste*, Paris: Éditions du CNRS, 1997, 369 p.
- Journaux : Azadlıq, Məsəvat, 525.ci qazet, Gün, Monitor, Exo, Zerkalo, Irs (n°2, 2004).
- Ramiz ABUTALIBOV, « Azerbaijantsi vo Frantsiy, Iz Istoriy Politkitcheskoy emigratsiy », *Irs* (Baku), N° 2, 2004, pp. 4-7.
- Vügar IMANOV, *Ali Merdan Topçubaşı (1865-1934): Lider Bir Aydın ve Bağımsız Azərbaycan Cümhuriyeti'nin Temsili* (Ali Merdan Topçubaşı, Un intellectuel charismatique et représentant de la République d'Azerbaïdjan), (İstanbul: Boğaziçi Üniversitesi, 2003).

Sites Internet

- Site du comité d'Etat pour les Azerbaïdjanais vivant à l'étranger : www.diaspora.az
- Site de l'association des Azerbaïdjanais qui étudient aux Etats-Unis : www.azeris.com/diaspora
- Site du GAMOH, *Güney Azərbaycan Milli Oyanış Hareketi* (Mouvement de Renouveau National du Sud Azerbaïdjan) : www.gamoh.org
- Association des Azerbaïdjanais de Russie : www.azerros.ru , Azerbaijani culture...
- Site du Congrès Mondial des Azerbaïdjanais, Dünya Azərbaycanlılar Kongresi (DAK) : www.dak.org

Agence de presse qui informe beaucoup sur la diaspora azerbaïdjanaise :
www.azworld.org
Congrès des Azerbaïdjanais de la Fédération de Russie : www.anco-rt.ru